

Un référendum sur le Brexit était-il une bonne idée ?

Le référendum est-il un bon outil de démocratie participative ? Nous avons posé la question à trois politologues. Ils estiment que le référendum peut être intéressant à condition d'être bien encadré et ses enjeux correctement expliqués. Car une question simple en apparence ne l'est pas nécessairement. C'est ce qu'il s'est passé avec le Brexit.

Pour Pierre Verjans, de l'Université de Liège (ULg), « comment les gens peuvent-ils se faire une idée précise des conséquences économiques de leur décision s'il n'y a pas d'accord entre économistes pour savoir combien coûterait le Brexit ? ».

Depuis Napoléon, il y a une grande méfiance en Europe pour ce genre de plébiscite populaire parce que les gens ne répondent pas à la question qui est posée. « Dans ce cas-ci, il y a probablement des gens qui ont voté "non" pour dire à Cameron qu'il devait partir.

Mais ce n'était pas ça la question. Ont-ils vraiment bien réfléchi à leur intégration dans l'Union européenne ? Certains ont peut-être répondu "non" parce qu'ils ne veulent pas de cette Europe-là. Mais ce n'est pas pour autant qu'on sait quelle Europe ils veulent. C'est un peu ça le problème du plébiscite comme on disait au XIX^e siècle », explique Pierre Verjans.

Une question de tradition, comme avec les votations suisses ? « C'est une autre tradition, mais une tradition peut s'implanter avec le temps. En Suisse, il y a tout un travail autour... Cameron a cru qu'il allait ga-

gner, et il s'est planté. Il l'a utilisé pour montrer qu'il pouvait être dur et faire plier l'Union européenne, résume Pierre Verjans, en rappelant qu'aucun homme politique belge responsable ne se risquera à organiser une consultation populaire fédérale. Depuis mars 1950 et la question royale, plus personne n'y pense. Regardez

les résultats des votes en Ecosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord : c'est peut-être la fin du Royaume-Uni. Cameron a joué avec le feu. »

Pour Carl Devos (Université de Gand), on a vite tendance à remettre en cause l'idée même d'un référendum quand le résultat ne nous plaît pas. « Ce n'est pas très fair-play, même si je ne suis pas favorable à ce genre de consultation populaire, parce que c'est toujours hinaire (oui ou non) et n'autorise plus aucun compromis après coup. »

Susciter le débat

Par contre, le politologue gantois estime qu'un référendum est un outil intéressant pour susciter le débat. « A ce niveau, c'est la qualité du débat qui compte, les arguments des uns et des autres. Ce qui n'était pas le cas avec le Brexit. Les hommes politiques ont tout foutu

en l'air avec des chiffres erronés et des mensonges. C'était très émotionnel et souvent en dessous de la ceinture. La question était pourtant simple : on part ou on reste ? Tout le monde peut participer à ce genre de débat. Et finalement, on arrive à deux camps qui s'op-

posent et un pays divisé. C'est pour cette raison que je ne suis pas pour, et certainement pas au niveau national en Belgique. Le référendum est un instrument dangereux car il est vite hors de contrôle », ajoute Carl Devos.

De son côté, Jean-Benoît Pilet (ULB) estime qu'un référendum est une bonne idée dans le sens où il y a une tradition dans bon nombre de démocraties de ne pas se contenter d'un processus normal (parlement-gouvernement) quand il faut se prononcer sur des questions importantes. « Dans ce contexte, quelque chose d'aussi important que le projet européen ne doit pas être exclu d'un appel aux citoyens », argumente Jean-Benoît Pilet.

« Quand des référendums sont organisés à intervalles peu fréquents, ils ont tendance à charrier un lot de motivations qui n'ont rien à voir avec la question. Quand on vote très souvent par référendum, comme en Suisse ou en Californie, on constate que les gens votent pour ou contre le gouvernement en place. Bref, il vaut mieux faire des référendums sur des questions claires et précises plutôt que sur de vastes décisions politiques. Et en organiser plus régulièrement », conclut le politologue de l'ULB en parlant de l'importance de la régulation d'une campagne référendaire. « Il faut donner à toutes les parties les mêmes chances d'exposer leurs arguments, sinon le résultat du référendum sera biaisé. » ■

PHILIPPE DE BOECK

de Coorebyter « En politique, il ne suffit pas toujours d'avoir raison »

Pour Vincent de Coorebyter, titulaire de la chaire de philosophie sociale et politique contemporaine à l'ULB, le résultat du référendum est une surprise car on était plutôt habitué à ce que les référendums favorisent le conservatisme. « Malgré de fortes poussées populaires, on se souvient de l'échec de l'indépendance de l'Ecosse, comme, à l'époque, on avait vu des échecs répétés pour l'indépendance du Québec, explique-t-il. On peut considérer qu'en 2005, les deux référendums contre le projet de traité constitutionnel européen étaient aussi des votes conservateurs : on ne voulait pas, en France et aux Pays-Bas, franchir une étape supplémentaire. On aurait donc pu imaginer qu'ici, en définitive, la peur de l'inconnu joue en faveur du maintien au sein de l'Union européenne. »

Mais de noter que cette sortie est aussi un retour à l'ancien Royaume-Uni. Le Brexit apparaît donc comme une aventure par rapport à l'histoire récente et, en

même temps, c'est le retour à des cadres qui paraissent plus rassurants. « D'une certaine manière, il s'agit donc d'une rupture conservatrice, ou plus exactement restauratrice », note-t-il.

Au moment d'analyser les ressorts du vote, Vincent de Coorebyter estime que trois revanches s'expriment dans le ré-

sultat.

Une revanche de l'histoire et de la géographie sur la politique

La première est une revanche de l'histoire et de la géographie sur la politique. « Le monde politique anglais, à un moment, a pris l'option de l'aventure européenne, pas du tout sur base d'une demande populaire, mais par un accord interne au cercle politique européen, et poussé par le monde économique, explique notre interlocuteur. Or, l'histoire du Royaume-Uni a toujours été une histoire singulière, distincte de celle du continent. Même à l'époque où il existait le plus d'articulations entre la monarchie

et certaines parties continentales de l'Europe, à l'époque des Plantagenêt, l'Angleterre n'est jamais parvenue à structurellement installer des liens avec le continent et a toujours préféré jouer résolument la carte d'un développement interne, en cherchant plutôt à affaiblir tout ce qui se développait sur le continent, avec des politiques d'équilibre des puissances, pour éviter que le moindre pays européen puisse lui faire de l'ombre. »

L'histoire de l'Angleterre a donc toujours été une histoire fondamentalement distincte de celle du continent, même si les liens commerciaux et civilisationnels étaient forts. La géographie joue évidemment son rôle : c'est un chapelet d'îles tournées vers le large, vers l'Atlantique, vers le monde entier, et non vers quelques partenaires européens privilégiés que certains ont voulu lui proposer. « Je suis donc frappé par ce caractère

"restaurateur", où c'est finalement le temps long, les données structurelles de l'histoire et de la géographie qui l'emportent sur des tentatives politiques à plus court terme, qui apparaîtront, si le Royaume-Uni ne réintègre pas l'Europe un jour, comme une simple parenthèse », explique de Coorebyter.

Une revanche du peuple sur les élites politiques

La deuxième revanche est une revanche du peuple sur les élites politiques. « David Cameron a cru être un politicien habile en promettant d'organiser un référendum au plus tard en 2017 afin de gagner les élections législatives de 2015, développe-t-il. Il a essayé de jouer avec l'opinion publique, étant sûr qu'il parviendrait à amener la population à voter dans le sens qu'il lui indiquerait et qu'au passage, il liquiderait le vieux fossé qui divise le parti conservateur depuis toujours sur l'appartenance ou non à l'Europe. Lui-même est un produit par excellence des classes supérieures britanniques - on connaît ses origines sociales et son parcours à travers les universités les plus prestigieuses. Mais le peuple a joué contre les élites. On en a d'autres traces et d'autres indices, plus inquiétants, en Europe. Le peuple refuse de suivre et répond d'autant plus facilement "non" à ce que demande le Premier ministre que c'est précisément le Premier ministre qui le demande, et qu'il est soutenu par une bonne partie du monde politique, et par toute la Commission euro-

péenne et les élites européennes. »

Une revanche du populisme sur le « cercle de la Raison »

Et puis, il y a une troisième revanche, qui, celle-là, est sans doute plus inquiétante, qui est la revanche du populisme sur ce que certains appellent le « cercle de la Raison ». « Populisme » parce que, dans la campagne pour la sortie, toute une série d'arguments de très bas niveau et de mensonges mêlés de relents xénophobes, ont été entendus. « On paye avec ce référendum, pour ceux qui en regrettent l'issue, une longue période de dénigrement systématique de la construction européenne dans la presse britannique, par les tabloïds », précise Vincent de Coorebyter, qui oppose cette dimension populiste au « cercle de la Raison » : expression que certains emploient pour qualifier leur propre supériorité intellectuelle et les motifs pertinents de leur choix éclairé, la manière dont certaines élites considèrent qu'elles doivent tracer le chemin à suivre, etc. « On sent qu'au-delà du simple jeu "peuple-élites", il y a quelque chose de plus radical entre un populisme et une forme d'élitisme de "rois philosophes", qui considèrent qu'eux seuls connaissent tous les paramètres d'une décision à prendre. On oublie une chose qui est qu'en politique, il ne suffit pas toujours d'avoir raison. La politique se fait aussi avec de l'imaginaire, avec des fantasmes, et parfois aussi avec des nostalgies, avec des dimensions plus symboliques que les élites politiques ont du mal à intégrer. » ■

WILLIAM BOURTON